

2. LES NOUVELLES MESURES DE PROTECTION DE SITES

Il est impératif de poursuivre une politique active de recensement et de protection des nombreux sites de qualité qui ne bénéficient pas encore des mesures prévues par le code de l'environnement.

La motivation et les conséquences des arrêtés ou décrets relatifs aux monuments naturels et aux sites doivent être bien comprises, qu'il s'agisse de renforcement, de réorganisation, ou de mesures de protection nouvelles. L'article L. 341-1 du code de l'environnement énonce cinq critères juridiques de base qu'il convient de respecter, et qui seront précisés ici à la lumière notamment des observations et des décisions du Conseil d'État.

2.1. Champ d'application et critères des mesures de protection

Monument naturel : par analogie avec le monument réalisé par l'homme, sous les nombreux aspects que recouvre désormais ce mot, il s'agit d'un élément naturel isolé particulièrement remarquable et identifiable, occupant un espace restreint et bien circonscrit (exemple : les « blocs de grès siliceux » d'EVENOS (Var) classés en 1931).

Cible première de la loi du 21 avril 1906, le monument naturel, d'abord seulement « de caractère artistique », a pu ensuite être classé ou inscrit au titre des autres caractères retenus par la loi du 2 mai 1930 maintenant codifiée. Toutefois les nombreux monuments naturels protégés en tant que tels ou sous la dénomination de sites par les textes qui les intéressent apparaissent souvent détachés de tout contexte paysager, ce qui a pu permettre au long des décennies l'altération sensible, parfois irréversible, de leurs abords.

Site : depuis le 16^{ème} siècle, la langue française entend sous ce terme un « *paysage considéré du point de vue de son aspect pittoresque* » (LAROUSSE), un « *paysage (considéré du point de vue de l'esthétique, du pittoresque)* » (ROBERT). La notion d'espace qui semble indissociable de celle de paysage sera un critère de différenciation essentiel avec le « monument naturel ». Cependant il ne saurait y avoir d'exclusive : une vaste cavité souterraine, la grotte dite du Cirque à ASSIER (Lot), classée en 1997 a reçu du Conseil d'État la qualification de « monument naturel » et non de « site ».

Suite au décret n° 97-715 du 11 juin 1997 relatif aux compétences du ministre chargé de l'environnement, **il n'est plus fait de distinction entre sites naturels et bâtis**. Par ailleurs, la loi n'attache systématiquement le qualificatif « naturels » qu'aux monuments qui relèvent de son application et non aux sites. Peuvent donc être protégés au titre de cette loi des espaces urbanisés, des plans d'eau artificiels, et tous autres ouvrages humains présentant un ou plusieurs des caractères revêtus par les sites en général et brièvement rappelés ci-dessous.

Caractère artistique : le lieu est associé à la vie et à l'œuvre d'un artiste (peintre, architecte, écrivain...). Quelques exemples : Giverny (Claude MONET), la Montagne Sainte- Victoire (Paul CEZANNE), le domaine de Malagar (François MAURIAC).

Caractère historique : le lieu est associé à un événement marquant de l'histoire (bataille, personnalité exceptionnelle, fête mémorable...). Tels la pointe du Hoc, la Carrière des Fusillés de Châteaubriant, Colombey-les-Deux-Eglises et plusieurs dizaines d'arbres de la Liberté. Il peut aussi porter la marque d'activités socio-économiques anciennes ou encore existantes, ayant contribué à la création de paysages remarquables représentatifs de l'histoire ou de l'image d'une région : ainsi des marais salants de Guérande.

Caractère scientifique : le lieu, l'élément naturel, la création dont l'intérêt scientifique égale ou dépasse la valeur esthétique peuvent relever de l'application de la législation sur les sites (espaces riches en faune et flore rares, grottes à concrétions, ouvrages d'art...). Ainsi ont été récemment classés, entre autres, l'ascenseur à bateaux des Fontinettes, le canal du Midi.

Caractère légendaire : le lieu est associé à une légende locale ou nationale. Ce thème a été peu mobilisé à ce jour. Exemple : l'ensemble des sites dits « des romans de la Table ronde ».

Caractère pittoresque : généralement, voire systématiquement évoqué pour justifier l'inscription ou le classement d'un site, et de même mis en doute par la suite au contentieux, le « caractère pittoresque » des monuments naturels et des sites rattache clairement la législation sur les sites aux législations de protection patrimoniale d'ordre culturel et esthétique, en tant que pittoresque signifie « *qui frappe l'attention par sa beauté, son agrément* » (LAROUSSE), « *qui est digne d'être peint, attire l'attention, charme ou amuse par un aspect original* » (ROBERT). S'imposera là le plus souvent la notion de paysage remarquable, relayée fréquemment par celle de paysage culturel mise en œuvre depuis quelques années par le Comité du patrimoine mondial de l'UNESCO.

La législation sur les sites sera en conséquence utilisée pour protéger des espaces remarquables de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque, éventuellement cumulés, chacun devant être précisément défini et justifié dans tous les documents éclairant la motivation de l'inscription ou du classement.

Nombre d'édifices isolés protégés au titre de la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques sont déjà ou peuvent être compris dans des sites inscrits ou classés dont ils font partie intégrante en participant le plus souvent à leur caractère.

D'autre part la législation sur les sites a souvent été utilisée et peut l'être encore pour la sauvegarde d'ensembles architecturaux ou urbains en liaison ou non avec un environnement naturel.

De même, beaucoup d'espaces protégés ou susceptibles de l'être au titre des législations de protection des milieux naturels présentent par eux-mêmes, ou replacés dans un cadre plus vaste, des qualités (caractère pittoresque, valeur artistique...) justifiant l'application de la législation sur les sites.

En tout état de cause, la superposition des mesures de protection des œuvres et espaces remarquables ne doit pas être exclue *a priori*. Il convient, dans le courant des réflexions menées dans le sens d'une inscription ou d'un classement au titre des sites, d'en évaluer les divers effets potentiels. Il s'agit en l'occurrence moins de superposition que de complémentarité ou de combinaison, chaque législation traitant de son objet propre. Les services de l'État se doivent alors de mettre en cohérence les actions nécessaires dans l'intérêt général, s'assurant de la bonne articulation de leurs traductions concrètes, notamment des zonages, et de la compatibilité des modalités de gestion.

On précisera ici que l'inscription d'un espace naturel et/ou bâti au patrimoine mondial de l'humanité n'est pas, par contre, une mesure de protection en soi, ni une source de financement, mais un acte politique fort, l'État s'engageant alors à protéger l'espace en cause dans le cadre de sa législation, et souvent parmi les mesures de protection retenues : figurera le classement au titre des sites de tout ou partie du territoire considéré.